Langue(s), identité(s) et cohésion sociale au Québec :
perspectives sur le vivre-ensemble linguistique

Jean-Pierre Corbeil Ph. D.
Université Laval

Assemblée nationale du Québec, Québec, 3 avril 2025

Éléments clés à considérer

- La manière dont les questions de langue sont abordées au Québec est en partie tributaire des changements démographiques importants que vit la société québécoise depuis une quarantaine d'années.
- Convergence des points de vue concernant l'importance de protéger le français au Québec et d'en assurer la vitalité et la pérennité, mais perspectives parfois divergentes au regard des questions/dimensions identitaires ainsi que les façons de favoriser le vivre-ensemble linguistique.
  - La langue comme vecteur identitaire et de cohésion sociale. De quoi parle-t-on ?
  - Intégration linguistique et dimensions identitaires chez les personnes issues de l'immigration;

Éléments clés à considérer (suite)

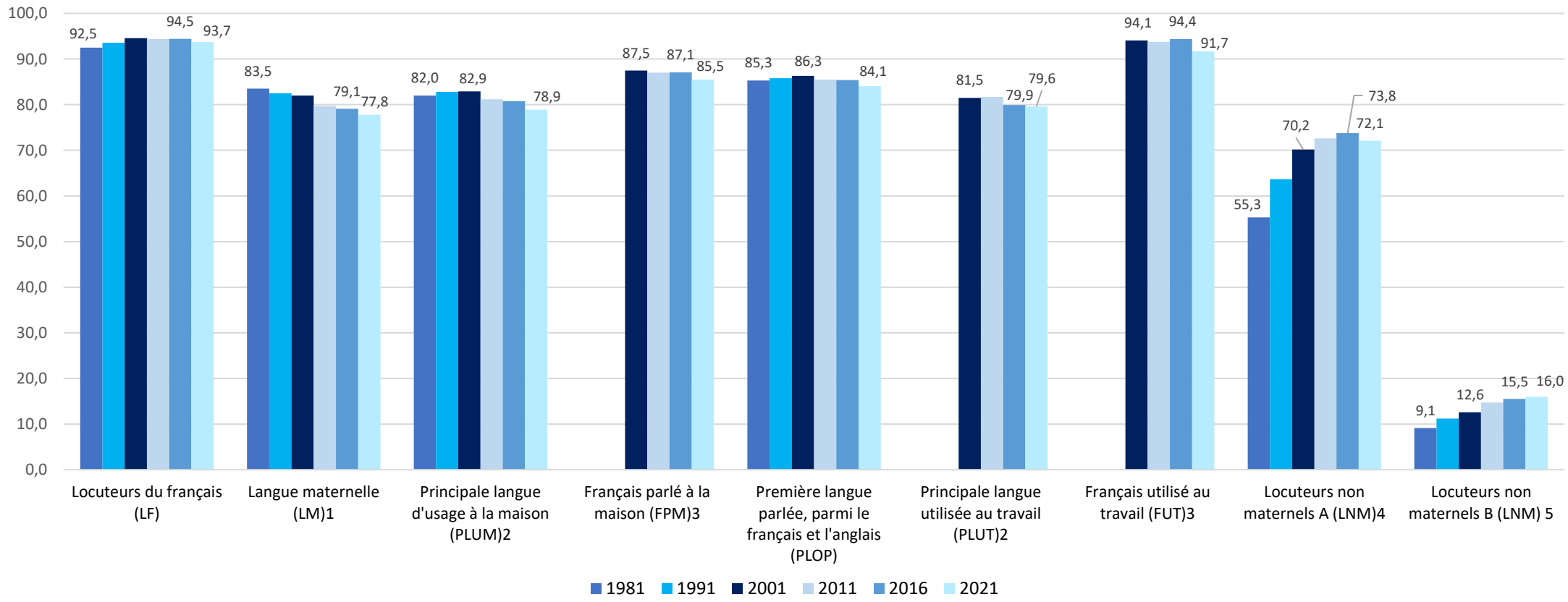
- Évolution dans les façons dont on définit la francophonie et ce que signifie être francophone. Mais absence de consensus sur ce sujet.
  - Une identité québécoise en évolution constante, qui se diversifie et devient de plus en plus multiple.
  - Illustration de rapports diversifiés au français, langue publique commune : l'intégration d'indicateurs multiples.
- Quelques défis et enjeux du vivre-ensemble linguistique;
  - Réflexions sur les façons de concevoir et d'interpréter l'évolution de la culture et de la francophonie québécoise;
  - Diverses façons d'assurer la vitalité et la pérennité de la langue française, et d'en favoriser l'usage.
- Vers un nouveau paradigme du vivre-ensemble linguistique ?

Portrait général de l’évolution de certains indicateurs statistiques de la situation linguistique au Québec :

- Une évolution en bonne partie tributaire des changements démographiques importants que vit la société québécoise depuis une quarantaine d’années et qui tendent à s’accélérer, en particulier au cours de la dernière décennie.

Au Québec, l'évolution de la place et la présence du français depuis 40 ans varie selon l'indicateur utilisé et témoigne des dynamiques démographiques et linguistiques en présence.

Évolution de la part du français au Québec selon divers indicateurs tirés du recensement, 1981 à 2021

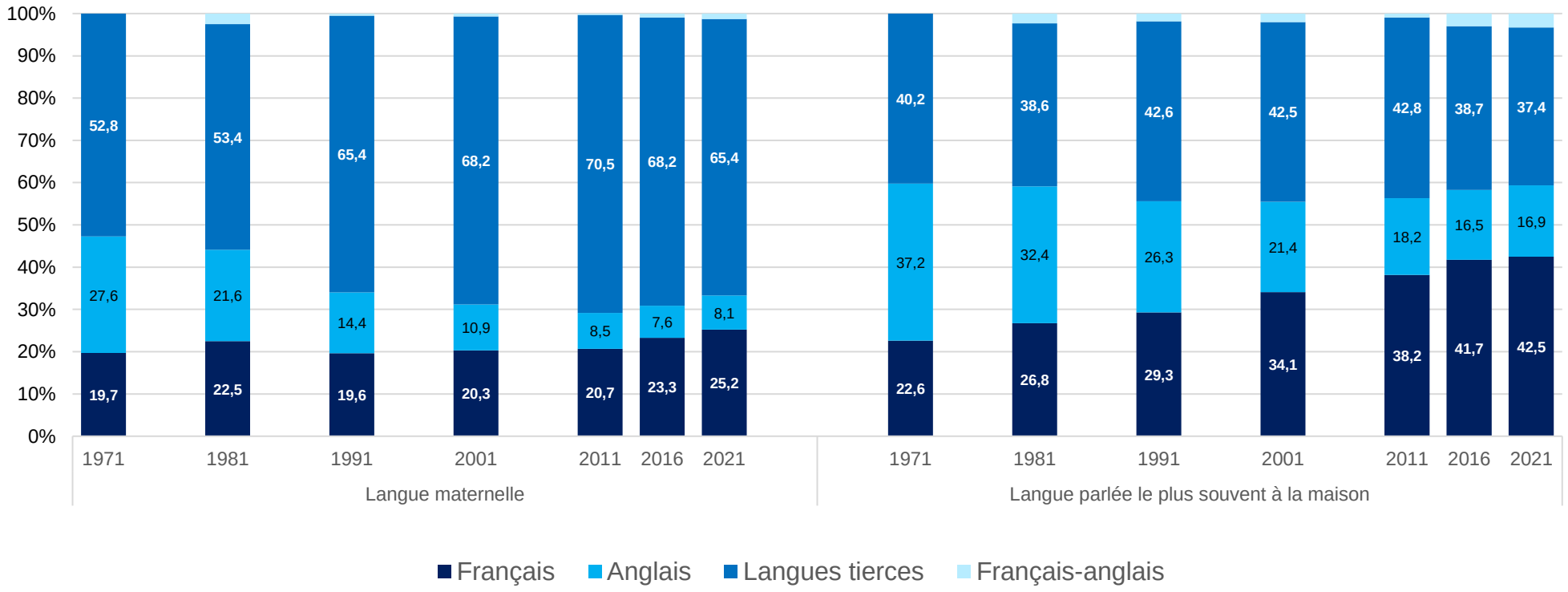


Note 1: Inclut toutes les mentions du français comme langue maternelle
Note 2: Inclut le français seulement et le français à égalité avec une langue tierce
Note 3: Inclut toutes les mentions à partir de 2001 : le plus souvent, à égalité avec une autre langue ou régulièrement (usage secondaire)
Note 4: Part relative parmi la population de langue maternelle tierce (autre que française ou anglaise)
Note 5: Parmi l'ensemble de la population québécoise

Sources : Statistique Canada, recensements de la population

Depuis 1971, la part de la population immigrante ayant une langue tierce comme langue maternelle a augmenté jusqu'en 2011, puis a reculé. Quant à l'anglais, sa part a connu une baisse constante — exception faite depuis 2016 — alors que celle du français s'est accrue.

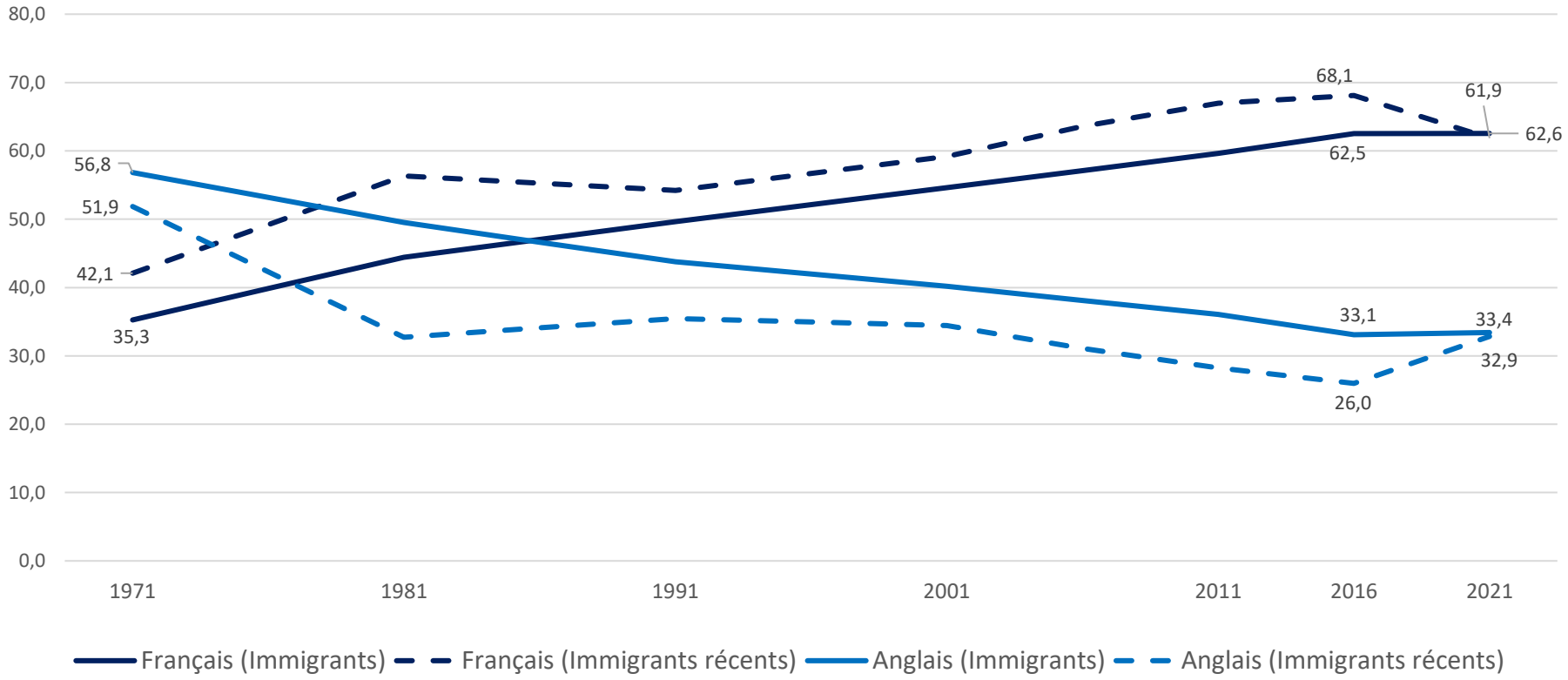
Langue maternelle et langue parlée le plus souvent à la maison, population immigrante, Québec, 1971 à 2021



Sources: Recensements de la population de 1971,1981, 1991, 2011, 2016 et 2021; Enquête nationale auprès des ménages de 2011.
Note: À l'exception de 1971 (réponses multiples non saisies), les réponses multiples ont été redistribuées de la façon suivante : Anglais = Anglais + Anglais-tierce; Français = Français + Français-tierce; Tierce = Tierce seulement; Français-anglais = Français-anglais + Français-anglais-tierce.

Depuis 1971 la part de la population immigrante ayant le français comme première langue parlée (parmi le français et l'anglais) est passée de 35 % à près de 63 %. Cette croissance s'est faite au détriment de l'anglais, qui a diminué de près de 57 % à un peu plus de 33 %. Toutefois, chez les personnes immigrantes admises entre 2016 et 2021, la croissance de l'anglais (et le recul du français) est notable.

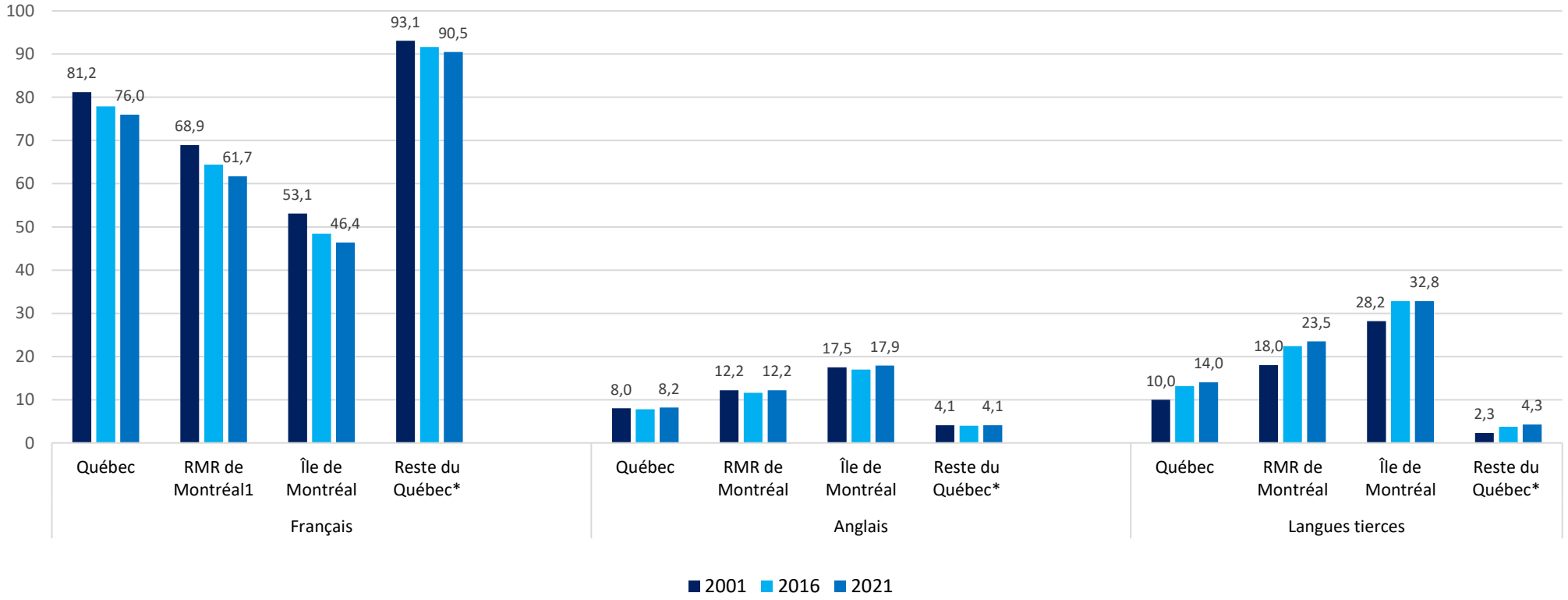
Évolution de la première langue parlée (parmi le français et l'anglais) chez l'ensemble des immigrants et chez les immigrants récents, Québec, 1971 à 2021



Sources: Recensements de la population de 1971,1981, 1991, 2011, 2016 et 2021; Enquête nationale auprès des ménages de 2011.
Note: À l'exception de 1971 (réponses multiples non saisies), les réponses multiples ont été redistribuées de la façon suivante : Anglais = Anglais + Anglais-tierce; Français = Français + Français-tierce; Tierce = Tierce seulement; Français-anglais = Français-anglais + Français-anglais-tierce.

Puisque l'immigration est de loin le facteur principal de croissance de la population québécoise et que près de 70% des immigrants récents n'ont ni le français ni l'anglais comme langue maternelle, la croissance de la part relative des langues tierces (autre que le français ou l'anglais) selon cet indicateur a eu pour corollaire la baisse constante de celle du français, à Montréal en particulier.

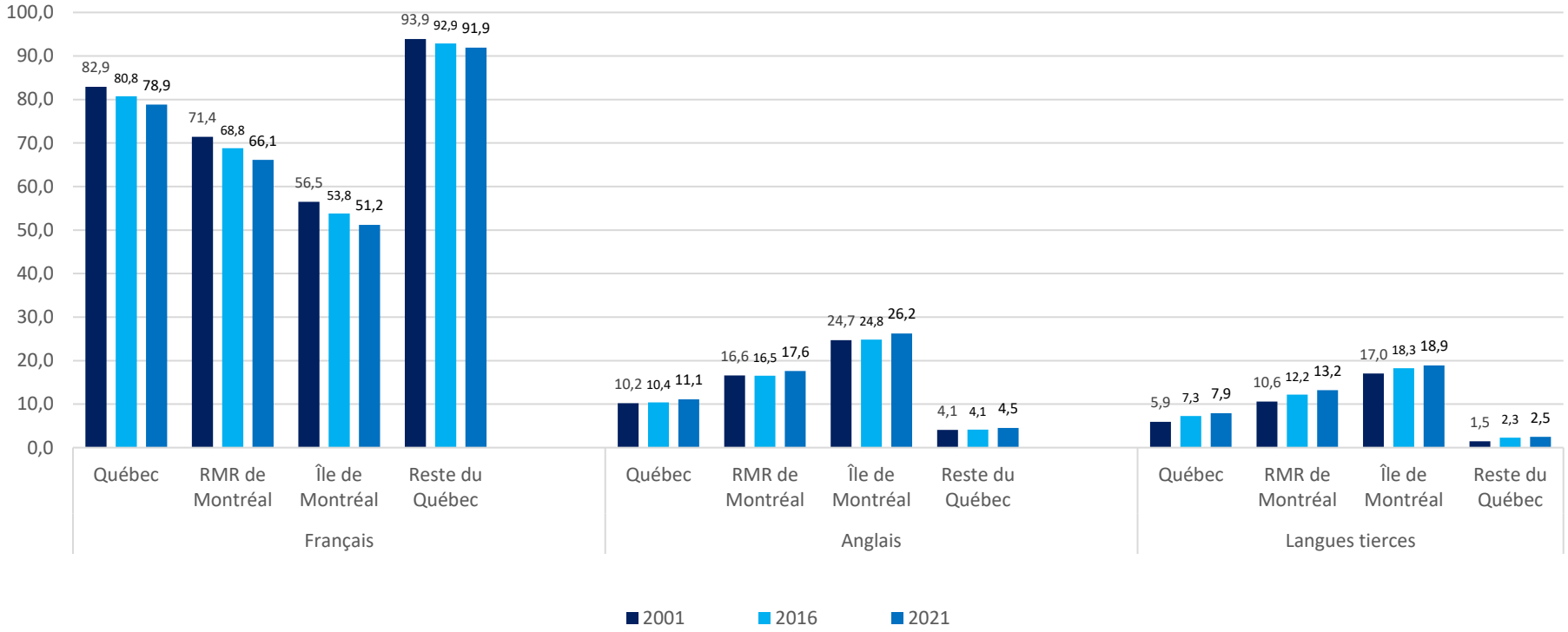
Langue maternelle (Langue apprise en premier lieu à la maison dans l'enfance et encore comprise)[3]



Sources : recensements de la population de 2001, 2016 et 2021
1 : Les données de 2001 dans la Région métropolitaine de recensement (RMR) de Montréal sont établies sur la base des frontières de la RMR en 2016, alors que celles de 2016 sont établies sur la base des frontières de 2021.
2 : Désigne le Québec moins la RMR de Montréal
3 : Exclut la catégorie «français-anglais» (ne change pas la tendance).

Le recul de la part relative du français comme principale langue d'usage à la maison **entre 2016 et 2021** est similaire à celui observé au cours des 15 années précédentes. Il est non seulement tributaire de celui de la part du français comme langue maternelle, mais résulte de la croissance de la part des langues tierces et de l'anglais. La part relative de l'anglais, qui était restée à peu près stable entre 2001 et 2016, a connu une croissance plus importante au cours de la dernière période intercensitaire.

Proportion de la population selon la (les) langue(s) parlée(s) le plus souvent à la maison[1], Québec, RMR de Montréal[2], Île de Montréal et reste du Québec[3], 2001, 2016 et 2021



Sources : recensements de la population de 2001, 2016 et 2021

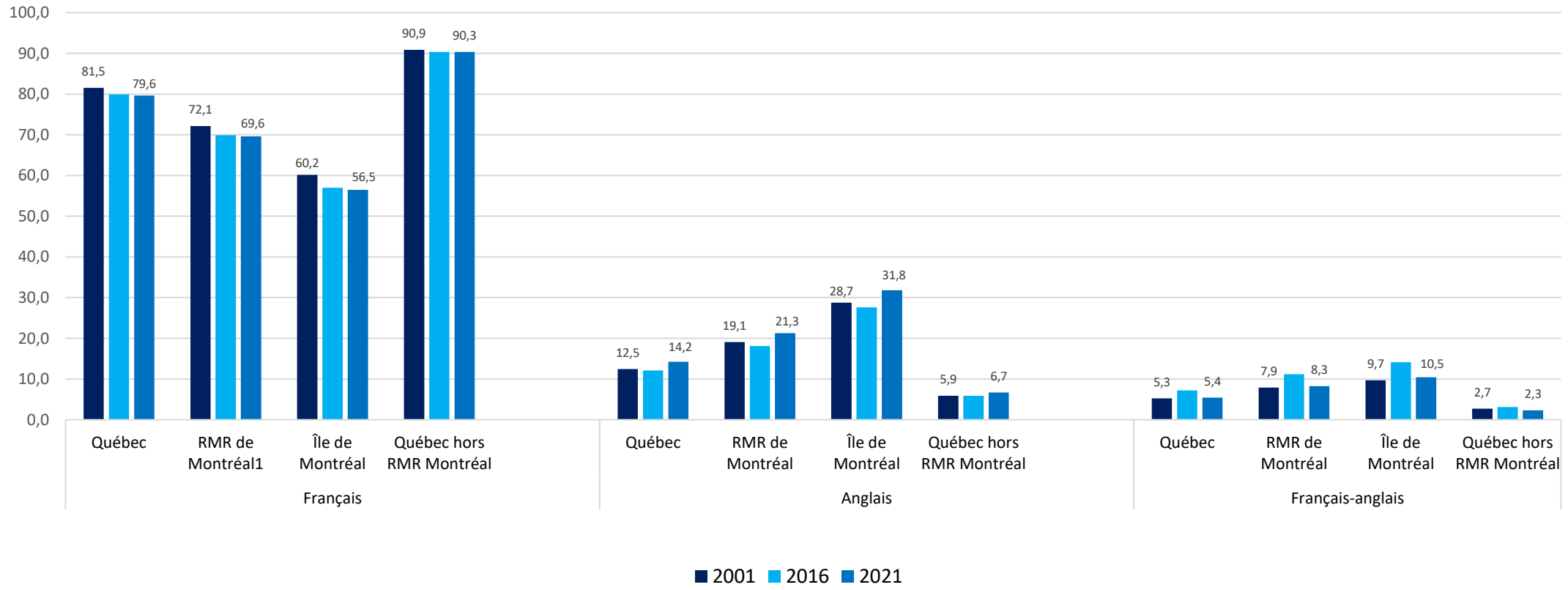
1 : Anglais comprend les catégories anglais et anglais-tierce; Français comprend les catégories français et français-tierce; Langues tierces ne comprend que les réponses de langues tierces. Les catégories de langue maternelle français-anglais et français-anglais-tierce n'ont pas été prises en compte.

2 : Les données de 2001 dans la Région métropolitaine de recensement (RMR) de Montréal sont établies sur la base des frontières de la RMR en 2016, alors que celles de 2016 sont établies sur la base des frontières de 2021.

3 : Désigne le Québec moins la RMR de Montréal

Alors que la baisse de l'utilisation prédominante du français ainsi que celle de l'anglais au travail entre 2001 et 2016 s'étaient faites au profit de l'usage des deux langues à égalité, la part de l'usage prédominant de l'anglais s'est accrue entre 2016 et 2021.

Langue utilisée le plus souvent au travail, diverses géographies, Québec, 2001, 2016 et 2021



Sources : recensements de la population de 2001, 2016 et 2021
1 : Les données de 2001 dans les régions métropolitaines de recensement (RMR) de Montréall et de Gatineau sont établies sur la base des frontières de ces RMR en 2016.

La langue comme vecteur identitaire et de cohésion sociale au Québec. De quoi parle-t-on ?

La langue comme vecteur identitaire et de cohésion sociale au Québec

- La langue française et son rôle dans la construction identitaire de la population québécoise (identités politiques, collectives et individuelles : distinctes mais interreliées);
- Identités collectives qui se nouent autour de points de repère (appartenance à tel groupe historique, culturel, linguistique, etc.) (Taylor, 2008).
  - Partage de références clés amène à une compréhension et une définition commune des bases et principes de l'État (constitution, chartes, buts fondamentaux) ainsi qu'une certaine identité politique;
    - Au Québec, la langue française est partie intégrante de cette identité politique; elle en constitue l'une des trois dimensions fondamentales :
      - Éthique politique (droits humains, égalité et démocratie);
      - Le français, langue commune de la vie publique;
      - Un certain rapport à notre histoire commune.
    - Dans une société plurielle comme la nôtre : chacun de ces éléments est le foyer de tensions possibles.

La langue comme vecteur identitaire et de cohésion sociale (suite)

- Identité politique et culture publique communes : fondements de la cohésion sociale
  - Contrat moral entre les Québécois de toutes origines, cultures et langues sur la base des valeurs et des principes qui définissent la société québécoise (*Au Québec pour bâtir ensemble. Énoncé de politique en matière d'immigration et d'intégration, 1990*).
    - Société dont le français est la langue commune de la vie publique (rôle intégrateur);
    - Société démocratique où la participation et la contribution de tous sont attendues et favorisées;
    - Société pluraliste ouverte aux multiples apports dans les limites qu'imposent le respect des valeurs démocratiques fondamentales et la nécessité de l'échange intercommunautaire.
  - La société d'accueil attend des immigrants et de leurs descendants qu'ils « s'ouvrent au fait français, consentent les efforts nécessaires à l'apprentissage de la langue officielle du Québec et acquièrent graduellement un sentiment d'engagement à l'égard de son développement (Ibid., 1990)».

La langue comme vecteur identitaire et de cohésion sociale (suite)

L’accent mis sur la communication publique est particulièrement important dans la mesure où

> « [c]ette valorisation du français comme langue officielle et langue de la vie publique n’implique toutefois pas qu’on doive confondre maîtrise d’une langue commune et assimilation linguistique. En effet, le Québec, en tant que société démocratique, respecte le droit des individus d’adopter la langue de leur choix dans les communications à caractère privé (ibid.1991, p.17) ».

La langue comme vecteur identitaire et de cohésion sociale (suite)

- L’objectif de favoriser l’apprentissage et la maîtrise du français ainsi que son usage préférentiel dans les communications publiques repose sur au moins trois principes clés.

  1. L’apprentissage, la maîtrise et l’usage du français favorisent la mobilité socio-économique des personnes immigrantes en évitant la ghettoïsation socio-économique des minorités ethnolinguistiques (Barry, 2001).
  2. Une langue publique commune est essentielle afin de permettre à tous les citoyens de participer pleinement à la vie civique et à la délibération démocratique (Patten, 2001).
     - Si l’apprentissage du français est l’un des moyens nécessaires à la pleine participation à la société québécoise, la défense du devoir de participation civique devrait également impliquer le devoir d’apprendre le français.
     - Les personnes immigrantes qui s’intègrent uniquement à la communauté anglophone ne peuvent vivre qu’une forme restreinte d’intégration et de participation démocratique à la société québécoise (Pagé, 2005).
  3. Une langue publique commune contribue à fournir un cadre de coopération politique et de solidarité (Oakes, 2023)
     - Elle permet de réduire les risques d’une fragmentation de la communauté en groupes identitaires qui ne partageraient pas les liens de la citoyenneté.

La langue comme vecteur identitaire et de cohésion sociale (fin)

- L'État a alors un devoir de tout mettre en œuvre pour promouvoir et favoriser l'apprentissage et la maîtrise d'une langue publique commune pour une pleine participation démocratique de l'ensemble des citoyens, tout en reconnaissant la grande diversité des usages et des préférences linguistiques selon les contextes.

- La langue française comme langue publique commune : vecteur de rapprochement des citoyens + raffermissement des liens entre les communautés (Gagnon, 2008).
  - Entre 1971 et 2021, la proportion de la population québécoise dont le français n'est pas la langue maternelle qui est capable de soutenir une conversation en français est passée de 40 % à près de 74 %.

- Distinction entre la langue comme instrument de communication et la langue comme véritable vecteur d'une culture et d'une identité profonde; passage qui peut se faire au fil du temps et des générations.

L'intégration d'identités linguistiques multiples et parfois conflictuelles : le défi des nouveaux arrivants et la dimension de la temporalité

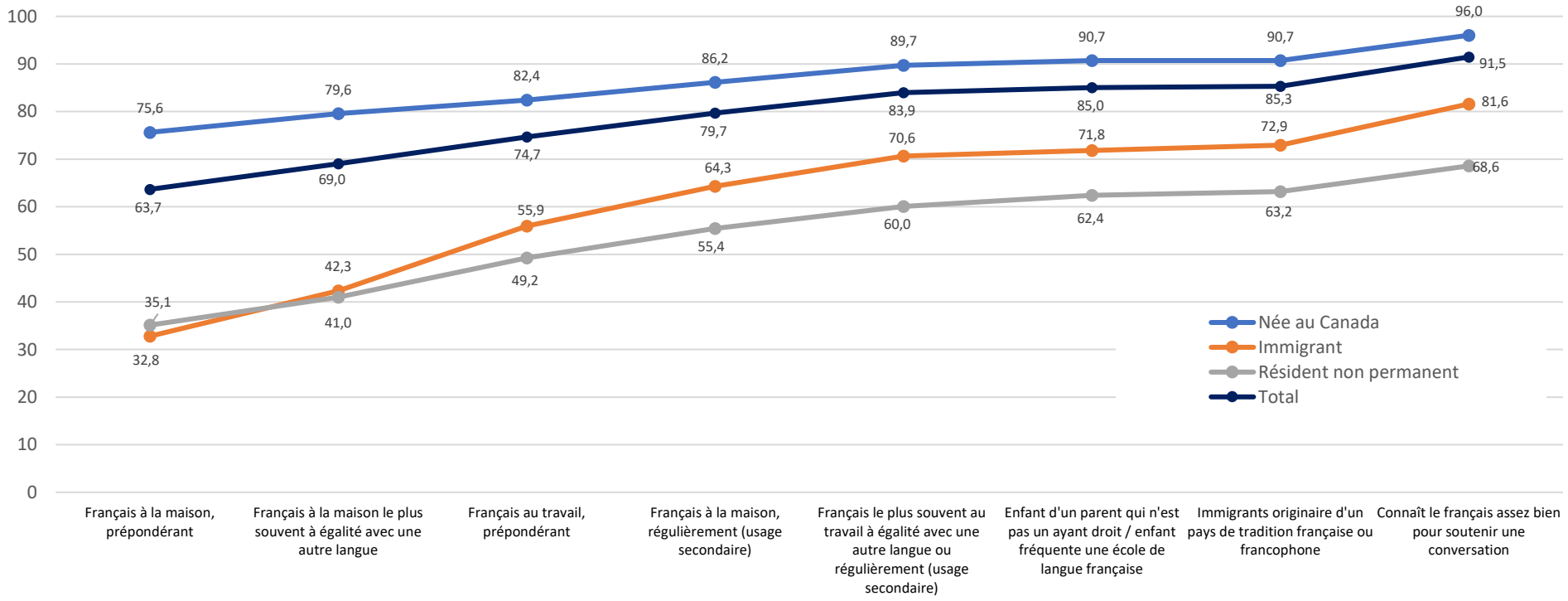
- Importance de comprendre comment une (voire deux) nouvelle identité linguistique (francophone et/ou anglophone) peut s'intégrer dans le « concept de soi » des personnes immigrantes (Amiot et de la Sablonnière, 2008);
- Les changements dans les identités sociales des personnes immigrantes requièrent une réorganisation de leur « concept de soi » (Deaux, 1991 et Phinney, 1993);
- La nouvelle identité linguistique des personnes immigrantes ne se produit pas du jour au lendemain, mais prend forme au fil du temps et passe par différents stades de développement et d'intégration;
  - Amiot et de la Sablonnière (2008) : modèle de développement et d'intégration de l'identité sociale en quatre stades (catégorisation anticipatoire; catégorisation; compartimentation; intégration);
  - Même à l'étape de l'intégration réussie d'une nouvelle identité linguistique dans le « concept de soi », l'identification simultanée à plus d'un groupe linguistique devient possible (identités linguistiques multiples).
  - Parfois, une identité supérieure (par exemple, québécoise), laquelle inclut des identités francophones, anglophones, hispanophones, lusophones, etc., permet la coexistence de plusieurs identités chez une même personne.

Les immigrants et la langue française au Québec : un rapport évolutif et aux multiples facettes

- L'examen du rapport des immigrants avec la langue française requiert une meilleure prise en compte de la diversité et de la complexité croissantes des pratiques linguistiques au Québec;
  - En 2021, la moitié des 1 023 000 immigrants de la Région métropolitaine de recensement (RMR) de Montréal parlaient au moins deux langues à la maison (58 % chez les 763 000 immigrants ayant une langue tierce comme langue maternelle);
- Il appelle également à mieux rendre compte de la complexité du processus d'intégration linguistique des nouveaux arrivants à la société québécoise et de sa temporalité;
- Il doit refléter les formes multiples que prennent les contributions à l'espace francophone des personnes dont le français n'est pas la langue première ou celle qui domine dans leur sphère familiale;
- Reconnaissance d'une identité élargie de la francophonie : implique une définition large de ce qu'est un francophone (par exemple, une personne capable de communiquer en français, de participer à la vie de la nation québécoise en français).

Illustration de rapports diversifiés au français, langue publique commune : l'intégration d'indicateurs multiples

Présence ou usage cumulé[1] du français selon le statut d'immigrant, RMR de Montréal, 2021



Source : Statistique Canada, recensement de la population de 2021

Note 1: La présence ou l'usage cumulé du français représente ici la contribution « marginale » de chacun des éléments d'usage ou de présence du français au total, En d'autres termes, chaque situation d'usage ou de présence du français sur cette échelle est mutuellement exclusive. Par exemple, les personnes qui utilisent ici le français de façon prépondérante au travail ne parlent pas le français de façon prépondérante ou à égalité avec une autre langue à la maison, et ainsi de suite.

Quelques défis et enjeux du vivre-ensemble linguistique au Québec

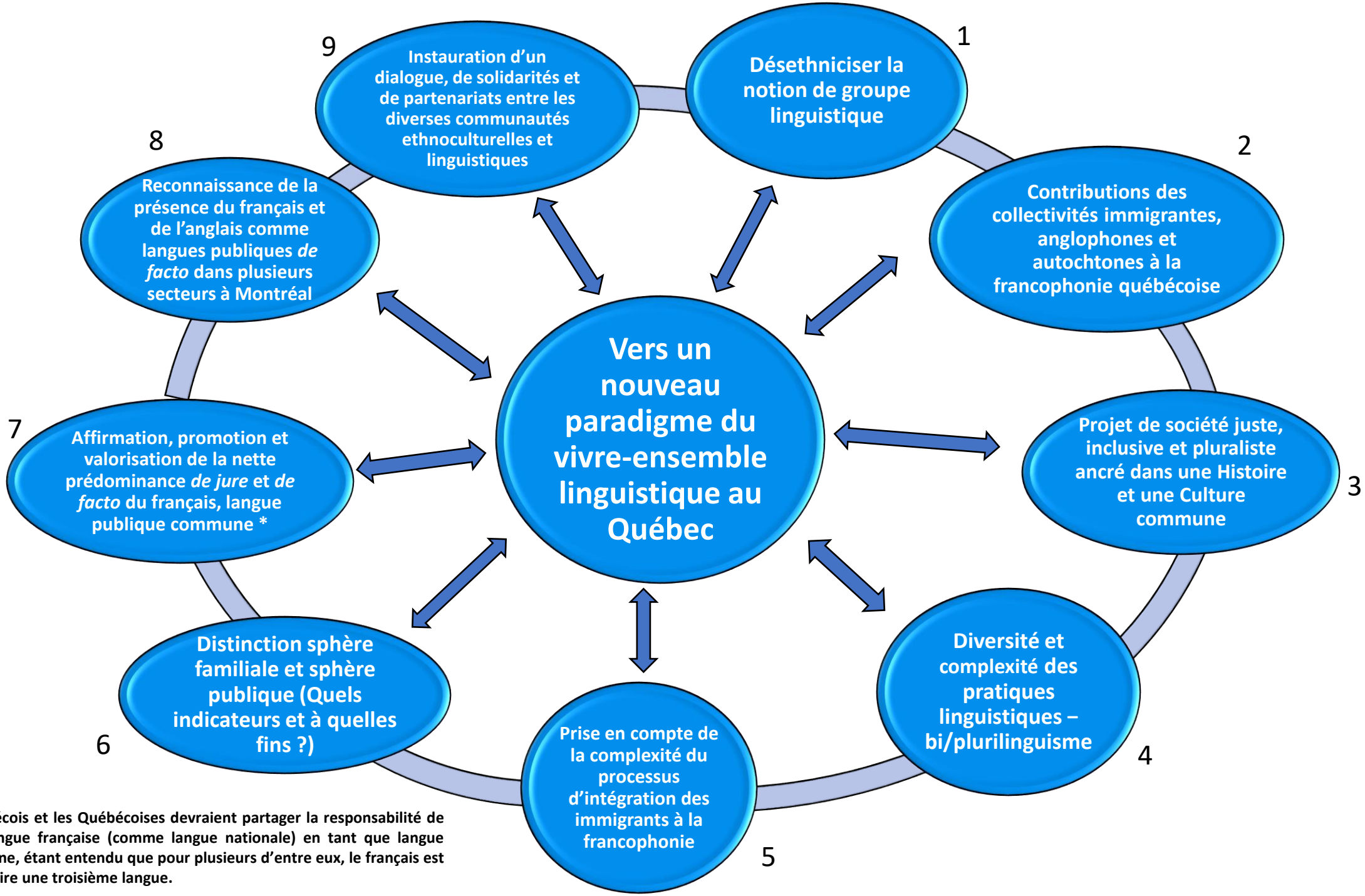
Enjeux et défis du vivre-ensemble linguistique au Québec

- Parmi les enjeux à considérer :
  - Dans la région métropolitaine de Montréal (dans l'île en particulier), le français et l'anglais sont, dans les faits deux pôles intégrateurs (Bariteau, 2008); deux pôles qui alimentent deux dynamiques identitaires différentes.
  - En 2021 dans l'île de Montréal, 84,4 % de la population pouvait soutenir une conversation en français (seulement 56% parmi la population dont l'anglais est la première langue parlée).
    - En 2021, onze arrondissements ou municipalités dans l'île de Montréal comptaient plus de 20 % des résidents qui ne pouvaient soutenir une conversation en français.
  - Défis particuliers pour que puisse se développer une relation préférentielle au français chez les Québécois dont ce n'est pas la langue première.
    - Accroître et maintenir le pouvoir d'attraction du français dans les milieux de travail sans pour autant démentir l'importance de l'anglais;
    - Il faut bien reconnaître que dans la région de Montréal, les travailleurs et travailleuses immigrant·es s'insèrent dans un contexte sociolinguistique particulier où le français et l'anglais se côtoient et se chevauchent, sans compter l'usage des langues tierces dans certains secteurs d'activité spécifiques.

Enjeux et défis du vivre-ensemble linguistique au Québec (suite)

- Parmi les défis liés aux contextes socioculturels et sociolinguistiques à considérer :
  - Selon des projections de populations effectuées par Statistique Canada à partir de divers scénarios de croissance démographique :
    - À l'horizon de 2041, la population immigrante (résidents permanents) au Québec pourrait se situer à plus de 2 millions de personnes et représenter entre 22 % et 24 % de la population (14,6 % de la population en 2021);
    - Si l'on inclut les Québécois·es de seconde génération (né·es au pays d'au moins un parent né à l'étranger), en 2041 près de quatre Québécois·es sur dix seraient immigrant·es ou enfants d'immigrant·es;
    - Dans la RMR de Montréal, la proportion de personnes immigrantes pourrait se situer entre 32% et 35% (24,3 % en 2021) et celles nées au pays d'au moins un parent immigrant, autour de 23% (17 % en 2021), pour un total se situant entre 55 % et 57 % (41% en 2021).

Vers un nouveau paradigme du vivre-ensemble linguistique au Québec



*** Tous les Québécois et les Québécoises devraient partager la responsabilité de l'avenir de la langue française (comme langue nationale) en tant que langue publique commune, étant entendu que pour plusieurs d'entre eux, le français est une deuxième voire une troisième langue.**

En conclusion…

- Face aux nombreux défis et enjeux en matière d'immigration et d'intégration : Importance d'un discours nuancé sur les rapports, les usages et l'adoption de la langue française chez les populations issues de l'immigration au Québec;

- Reconnaître les formes multiples que prennent les contributions à l'espace francophone québécois c'est également prendre acte de la complexité des dynamiques linguistiques inhérentes à l'existence d'une société de langue publique française dans un contexte canadien et nord-américain dominé par l'anglais.

- On ne pourra renverser le recul du français dans certains domaines de la sphère publique sans un sérieux dialogue (ouvert et inclusif) et des pistes d'action développées en partenariat avec l'ensemble des communautés ethnoculturelles et linguistiques, dont celle d'expression anglaise, qui doivent elles aussi partager la responsabilité de l'avenir de la langue française.

Je vous remercie de votre attention !

« Depuis que j’ai quitté le Liban en 1976 pour m’installer en France, que de fois m’a-t-on demandé, avec les meilleures intentions du monde, si je me sentais “plutôt français” ou “plutôt libanais”. Je réponds invariablement : “ L’un et l’autre ! ” Non par quelque souci d’équilibre ou d’équité, mais parce qu’en répondant différemment, je mentirais. Ce qui fait que je suis moi-même et pas un autre, c’est que je suis ainsi à la lisière de deux pays, de deux ou trois langues, de plusieurs traditions culturelles. […] Moitié français, donc, et moitié libanais ? Pas du tout ! L’identité ne se compartimente pas, elle ne se répartit ni par moitiés, ni par tiers, ni par plages cloisonnées. Je n’ai pas plusieurs identités, j’en ai une seule, faite de tous les éléments qui l’ont façonnée […] ».

Amin Maalouf, *Les identités meurtrières (1998)*